

PHILOSOPHIE DU DROIT

Objectifs d'apprentissage

Au cours de la présente activité, les élèves seront amenés à :

- comprendre comment la jurisprudence est établie;
- établir des liens entre le droit canadien et les sources du droit canadien dans la pensée juridique;
- appliquer ce qu'ils ont appris et développer leur pensée critique en examinant une étude de cas et en discutant des scénarios.

Matériel

- Copies du document de l'élève intitulé *Philosophie du droit* (une copie par élève)
- Copies du Manuel de l'élève ou du Code de conduite de l'école (une copie par élève)
- Enseignes pour les écoles de pensée (une enseigne pour chaque école de pensée sera affichée dans la salle de classe)
- Copies des énoncés découpés du document *Philosophie du droit : Écoles de pensée* (un énoncé ou plus par élève)
- Ruban adhésif
- Copies des *Questions de discussion* pour les groupes d'experts (une copie par groupe)
- Copies de l'organisateur graphique *Philosophie du droit : Écoles de pensée* (une copie par élève)
- Copies du résumé de l'affaire *R c Dudley et Stephens* (une copie par élève)
- Fournitures artistiques pour l'activité de prolongement (facultatif)

Stratégies d'enseignement et d'apprentissage

1. L'idée voulant que, dans la philosophie du droit, ce qui est « moral » ne soit pas nécessairement « légal », est bien connue. Invitez les élèves à

EN RÉSUMÉ

DOCUMENT DE L'ENSEIGNANT

dresser une liste des actions qui vont à l'encontre des normes sociales et décidez si ces actions constituent des infractions morales ou juridiques. Dirigez une discussion de groupe sur la façon dont les personnes et les collectivités réagissent à ces infractions. Par exemple, tousser en public est un comportement qui peut comporter des risques pour les autres personnes, mais ce comportement n'est pas encadré par la loi. Il était autrefois largement admis de fumer en public, mais cela est ensuite devenu tabou dans la société, puis illégal à plusieurs endroits.

2. Demandez aux élèves de faire la lecture individuellement, puis de réfléchir aux questions que l'on retrouve dans le document de l'élève. Lorsqu'ils ont fini de lire, faites une mise en commun des réponses en groupe-classe.

Corrigé de l'enseignant – Questions de discussion du document de l'élève sur la philosophie du droit

- a) Selon vous, est-ce que cela rend les gens plus heureux ou moins heureux?
 - Moins heureux : il n'est pas plaisant de faire quelque chose contre son gré; la discrimination fondée sur l'âge est injuste; séparation de la famille; réponses individuelles.
 - Plus heureux : possibilité de préserver sa vie privée de ses parents; interaction avec les pairs; l'éducation augmente les chances d'avoir une profession valorisante; l'école permet aux parents de travailler; réponses individuelles.
- b) Croyez-vous que cette loi rend la société canadienne plus forte?
 - Plus forte : une main-d'œuvre mieux formée permet une société plus stable et viable sur le plan économique.

- Moins forte : la conformité forcée peut engendrer de l'insatisfaction personnelle ou de la frustration envers les institutions.
- c) Les écoles pourraient-elles fonctionner si les élèves n'étaient pas tenus de respecter les biens des autres? Qu'arriverait-il?
 - Il est difficile de se concentrer sur ses études et de se sentir en sécurité dans l'environnement. Si ce contrat social est brisé à quelques reprises, cela mènerait probablement à des ruptures de plus en plus fréquentes de ce contrat, ce qui rendrait l'environnement scolaire dysfonctionnel et dangereux.
- d) Examinez le code de conduite de votre école. Tentez de trouver un exemple d'un règlement qui protège votre droit d'avoir vos propres biens et un exemple d'un règlement qui est contraire à ce droit.
 - Les écoles individuelles varient. La plupart ont des mécanismes contre les vols commis par d'autres élèves et reconnaissent que les casiers des élèves sont un espace relativement privé. Cependant, la plupart interdisent également aux élèves d'amener à l'école certains articles qui sont parfois permis à l'extérieur de l'école et de nombreuses écoles déclarent explicitement que la direction de l'école se réserve le droit de fouiller les casiers des élèves dans certaines circonstances.

4. En vous fondant sur la stratégie du casse-tête, placez les élèves en quatre groupes « d'attache » et assignez une école de pensée à chaque élève. Demandez à tous les élèves de se rassembler selon l'école de pensée qui leur a été assignée et de former un groupe « d'experts ». Assignez la ou les questions pertinentes à chaque groupe d'experts et donnez aux élèves le temps de discuter de leurs réponses et de les consigner dans l'espace fourni. Lorsque les élèves ont terminé, demandez-leur d'inscrire les idées clés qui correspondent à leur école de pensée dans l'organisateur graphique.

Corrigé de l'enseignant – Questions pour les groupes d'experts

Droit naturel

- a) Compte tenu de cet énoncé, que penserait le droit naturel de la scolarité obligatoire? Tentez de formuler deux réponses opposées qui utilisent toutes les deux le droit naturel en tant que justification.
- **Avantage :** Il incombe « naturellement » aux parents de choisir les compétences dont leurs enfants auront besoin et que leurs enfants apprendront. Il n'est donc pas approprié que le gouvernement fasse ce choix pour eux.
 - **Désavantage :** Tous les enfants ont besoin de certaines compétences partagées. En prenant ces compétences en charge, le gouvernement aide les parents à se concentrer sur les autres responsabilités qui font partie du rôle « naturel » du parent.

Positivisme juridique

- a) Selon vous, comment un positiviste juridique justifierait-il la scolarité obligatoire?
- Il faut suivre la loi dans toutes les circonstances afin d'assurer l'ordre dans la vie sociale. Avec la scolarité obligatoire, on s'assure que la population sera éduquée et pourra participer à la société en

tant que membre productif et stable. De plus, si l'on permettait aux parents de ne pas respecter cette loi, cela pourrait engendrer de l'iniquité, du ressentiment et de l'instabilité.

b) À quel point le système judiciaire du Canada est-il moral? Comment se compare-t-il aux systèmes judiciaires des autres pays?

- Le système judiciaire du Canada se compare probablement plutôt bien aux systèmes judiciaires des autres pays. Selon les connaissances existantes des élèves, ils pourraient citer des exemples de lois injustes qui sont présentement en vigueur ou d'anciennes lois injustes, comme les lois qui ne considéraient pas les femmes comme des citoyennes, l'esclavage légal, l'internement des Canadiens japonais, etc. Il pourrait être utile de faire contraster ces exemples avec les pays qui permettent des violations plus flagrantes aux droits de la personne.

c) À quel point les règlements d'école sont-ils similaires aux lois?

- Encouragez les élèves à répondre à cette question en appliquant le critère pour les lois en général à la question des règlements d'école. Les règlements d'école sont établis par des institutions officielles, ils sont mis sur papier et les autorités scolaires jouent le rôle d'autorités gouvernementales. De plus, des sanctions officielles sont explicitement prévues si les règles sont brisées. La différence se rapporte surtout à la sévérité des sanctions.

Réalisme juridique

a) Croyez-vous que le degré d'utilisation des téléphones cellulaires a changé drastiquement de 2007 à aujourd'hui? Le changement dans la politique reflète-t-il un changement dans la communauté?

- La fréquence n'a pas augmenté significativement, mais elle a été très élevée durant toute la période. Le principal changement se rapporte à :
1) la difficulté de contrôler leur utilisation et

2) la prolifération des technologies fondées sur les applications qui pourraient faciliter l'enseignement et l'apprentissage. Ce qui était seulement possible sur un ordinateur portable il y a quelques années est maintenant possible sur un dispositif portable. En ce sens, la politique reflète le changement social.

b) Devrait-on obliger tous les enseignants à permettre l'utilisation des téléphones cellulaires en classe? Expliquez votre réponse.

- Ce changement démontre que les règlements devraient refléter les besoins locaux lorsque cela est possible. Donc, dans les situations où l'accès à la technologie est faible et inégal, les avantages potentiels sont inférieurs aux risques. Cependant, dans des régions relativement uniformes, cela pourrait augmenter les risques d'iniquité en ce qui concerne l'apprentissage des élèves si certains enseignants permettent leur utilisation alors que d'autres ne le permettent pas.

c) Imaginez que vous êtes un décideur ou un législateur : quels sont certains avantages et désavantages de permettre l'utilisation des téléphones cellulaires en salle de classe? Quels règlements devrait-on établir pour contrôler la façon dont ils sont utilisés en salle de classe?

- Il y en a plusieurs, mais la principale distinction est la distinction entre le potentiel d'apprentissage actif et le potentiel de distraction. La valeur de la technologie d'appui à l'apprentissage pour l'enseignement différentiel comparativement aux risques que cela pourrait représenter pour la sécurité des élèves qui se retrouvent dans une salle de classe relativement non surveillée et branchée sur Internet en temps réel est une autre question.

Théorie critique du droit

a) Sur quelle école de pensée cette loi repose-t-elle? Quels groupes étaient privilégiés par la loi? Quels groupes étaient marginalisés par la loi?

- Cette disposition avait pour but de privilégier les

hommes de la classe moyenne et de la classe supérieure et de marginaliser les intérêts des femmes. À cette époque, des hommes bien nantis étaient responsables de la gouvernance du Canada. Par conséquent, les expériences personnelles de ces hommes en ce qui concerne les classes de la société et les différences entre les sexes ont peut-être influencé la façon dont certaines questions sociales ont été traitées. Par exemple, il a fallu attendre jusqu'en 1919 pour que toutes les femmes du Canada aient le droit de voter aux élections fédérales et ce n'est que depuis 1940 que les femmes ont le droit de voter aux élections provinciales du Québec.

- b) Comment l'idéologie historique entourant le traitement et le statut des femmes a-t-elle influencé la création et l'interprétation de cette loi?
- Historiquement, les femmes ont toujours été vues comme des citoyennes de deuxième classe; on les considérait plutôt comme des « enfants » et non des personnes libres et responsables. Les femmes devaient être « protégées » par leur famille (leur père ou leurs frères). Une fois mariées, elles étaient sous la protection de leur mari. De plus, il y avait, dans de nombreuses sociétés, des rôles stricts fondés sur le sexe et où les hommes étaient considérés comme des êtres logiques et rationnels alors que les femmes étaient considérées comme des êtres de nature émotionnelle. Cette idéologie appuyait la croyance selon laquelle les femmes n'étaient pas suffisamment intelligentes pour prendre des décisions.
- c) De quelle façon l'absence de voix (et de perspectives) féminines dans les rangs supérieurs du gouvernement et dans les processus décisionnels a-t-elle entraîné une plus grande marginalisation des femmes?
- Sans les perspectives de femmes en position d'autorité, les lois et les principes étaient faussés. Prenons par exemple la loi sur le divorce au Canada. Avant 1968, les femmes devaient vivre séparément de leur mari pendant trois ans avant d'obtenir un

divorce. Les femmes ont probablement souffert de marginalisation sociale et économique en raison de cette loi. En plus de la stigmatisation sociale dont ces femmes devaient souffrir, elles ne pouvaient pas bénéficier des revenus provenant du travail de deux personnes (et certaines d'entre elles n'arrivaient même pas à avoir un seul revenu), ce qui les rendait encore plus impuissantes dans la société.

5. Demandez aux élèves de retourner dans leurs groupes d'attache respectifs et de discuter de chaque école de pensée. Chaque expert devrait faire un survol de son école de pensée et indiquer comment il ou elle répondrait aux questions qui lui ont été assignées selon la perspective de son école de pensée. Les élèves peuvent utiliser l'organisateur graphique pour consigner les principales idées de chaque école de pensée. Donnez aux élèves le temps de comparer les diverses écoles de pensée. Procédez à une mise en commun en groupe classe.
6. Pendant qu'ils sont dans leurs groupes d'experts, demandez aux élèves de lire l'étude de cas *Le garçon de cabine au menu* et d'y réagir selon l'école de pensée qui leur a été assignée. Partagez les résultats en groupe-classe.

Prolongement

Créez un slogan! Vous trouverez un énoncé en italique dans la description de chaque école de pensée. Cet énoncé représente l'idée ou la philosophie principale de l'école de pensée. Demandez aux élèves de jouer, individuellement ou en groupes, le rôle de promoteurs de l'une des philosophies. Ils doivent imaginer un nouveau sous-titre et penser à une image d'accompagnement, puis créer une annonce persuasive sur papier pour cette école de pensée. Affichez le travail des élèves dans la salle de classe.

La philosophie explore les grandes questions de l'existence humaine : ce que signifie être une personne, comment nous pouvons savoir quoi que ce soit et comment nous devrions vivre. En fait, l'une des principales branches de la philosophie se consacre à comprendre ce qu'est « une bonne vie » – une façon de vivre afin d'être heureux et fidèle à soi-même, et en traitant les autres de façon équitable. Cette branche se nomme *l'éthique*, ou la *philosophie morale*. Elle met l'accent sur les concepts comme le bien et le mal, le vrai et le faux, la justice et l'injustice.

La moralité se compose de croyances sur ce qui est bon et mauvais, et ces croyances guident notre comportement. Lorsqu'une personne agit d'une façon que la communauté juge immorale, la communauté a diverses façons de réagir à cette personne selon la gravité de l'inconduite. Au sein de la philosophie morale, des penseurs ont réfléchi à la relation entre les valeurs, ou la morale, d'une communauté et ses lois officielles – soit les règlements que la communauté rédige et que les membres de la communauté doivent respecter, et la façon dont la communauté traite les personnes qui ne suivent pas les règlements. Cela comprend les règlements sur les comportements qui sont jugés acceptables ou non. Bien que de nombreux types de comportement puissent sembler immoraux, seulement les comportements qui brisent les lois officielles sont jugés criminels.

La philosophie examine également comment nous définissons quels comportements doivent

être considérés comme criminels ou non criminels. Dans cette optique, les philosophes ont toujours porté un grand intérêt à la loi au cours de l'histoire. En fait, la philosophie juridique est un domaine d'études en soi, souvent nommée « jurisprudence », un terme qui provient des mots latins *juris* (de la loi) et *prudentia* (connaissance).

L'une des grandes questions sur laquelle les philosophes se sont penchés est étonnamment fort simple : d'où provient l'autorité conférée à la loi? Pourquoi les gens obéissent-ils aux règles, comme les lois, si cela signifie la perte d'une certaine liberté? Ne serions-nous pas plus heureux si nous faisions ce que nous voulions ou si nous suivions nos désirs en tout temps, plutôt que de suivre les règles?

Réfléchissez à votre propre expérience en tant qu'élève : au Canada, la loi stipule que les jeunes sont obligés d'aller à l'école.

- a) Selon vous, est-ce que cela rend les gens plus heureux ou moins heureux?
- b) Croyez-vous que cette loi rend la société canadienne plus forte?

Pour répondre à de telles questions, les philosophes ont développé l'idée du *contrat social*. Selon cette idée, s'il n'y a pas de règlements, les gens se retrouvent à l'*état de nature*, soit pratiquement libres de faire ce qu'ils veulent, mais également exposés à la violence, à l'exploitation, à l'imprévisibilité et au désordre. En établissant un contrat social avec les autres, les gens conviennent de céder

un peu de liberté pour une certaine sécurité contre ces divers dangers. Dans le cadre de ce contrat social, nous acceptons également de respecter les lois qui nous entourent.

Par exemple, nous acceptons de respecter la propriété des autres à la condition que les autres respectent la nôtre.

- c) Les écoles pourraient-elles fonctionner si les élèves n'étaient pas tenus de respecter les biens des autres? Qu'arriverait-il?
- d) Examinez le code de conduite de votre école. Tentez de trouver un exemple d'un règlement qui protège votre droit d'avoir vos propres biens et un exemple d'un règlement qui est contraire à ce droit.

Lorsque vous lirez les perspectives philosophiques présentées ci-dessous, gardez à l'esprit l'idée du contrat social. Quelle entente avons-nous conclue? Est-elle juste?

Droit naturel

Certains philosophes ont soutenu que le monde est régi par des règles fondamentales en matière d'équité et de justice, et que ces règles sont toujours moralement correctes. Par exemple, il semble toujours mal, peu importe le temps et l'endroit, de commettre un meurtre. Il s'ensuit donc que les lois établies par les gens sont moins importantes que ces lois « naturelles ». Les êtres humains ont la capacité d'utiliser la raison et de reconnaître ces lois supérieures; ils ont donc l'obligation morale de les suivre, même si les lois que nos sociétés ont consignées par écrit disent le contraire. Inversement, si une loi va à l'encontre de ces principes fondamentaux,

cette loi est immorale et injuste, et elle ne devrait donc pas être respectée, d'où le slogan du droit naturel : « *Une loi injuste n'est pas une loi* ».

Positivisme juridique

La théorie du positivisme juridique diffère radicalement de celle du droit naturel. Alors que le droit naturel considère qu'il y a un lien puissant entre la moralité et la loi, les positivistes insistent sur le fait qu'il n'est pas nécessaire qu'une loi soit morale pour être une loi. Selon eux, la *loi doit être respectée tout simplement parce que c'est la loi*. Selon le positivisme juridique, une loi est *toujours* :

- établie par les institutions officielles, les gouvernements et les agents publics;
- systématiquement consignée par écrit;
- appliquée par les gouvernements et les représentants de gouvernements.

Il s'ensuit que l'autorité accordée à la loi vient du gouvernement et de ses pouvoirs. Bien que les lois *reflètent* souvent des valeurs morales importantes, ces valeurs ne sont pas nécessairement naturelles ou universelles. C'est pourquoi divers pays peuvent avoir diverses lois pour les mêmes comportements, comme la prostitution ou la consommation de drogue. Dans cette optique, les gouvernements établissent des lois afin de maintenir l'ordre social et d'assurer les meilleures conditions de vie possibles aux citoyens. Les gens devraient respecter les lois et les institutions juridiques, car elles servent la population en assurant une vie sociale prévisible, sécuritaire et rangée. Par conséquent, il est également juste et équitable que l'État

ait le pouvoir d'imposer des conséquences plus graves si les lois sont brisées.

Réalisme juridique

Le réalisme juridique est considéré comme une sous-catégorie du positivisme juridique, car il maintient également que les valeurs sont variables et non universelles. Par conséquent, ce qui est vrai, moral et équitable dépend du point de vue de chaque personne.

Cependant, cette philosophie diffère du droit naturel et du positivisme juridique dans la mesure où elle tente d'expliquer le droit en se fondant sur les actions réelles des législateurs individuels plutôt qu'en examinant les idées sur le gouvernement. Les réalistes juridiques soutiennent que, en réalité, la loi est flexible. La façon dont les juges interprètent les lois est influencée par leurs propres expériences et par les valeurs dominantes dans leurs communautés. Cela explique pourquoi deux juges peuvent en venir à des conclusions différentes dans une affaire même si on leur a présenté les mêmes faits. Lorsque les juges prennent des décisions, ils créent en fait la loi en l'appliquant. Chaque décision juridique renferme des penchants individuels. Pour les réalistes juridiques, *ce sont essentiellement les législateurs qui déterminent ce qui est loi.*

Théorie critique du droit

Dans les mots de l'écrivaine et activiste politique Audre Lord, [TRADUCTION] « *les outils du maître ne démoliront jamais la maison du maître* ». En d'autres mots, il est peu probable que les personnes très puissantes dans la société vont donner aux gens moins puissants

les moyens d'apporter des changements sociaux. La loi est un outil puissant et la théorie critique du droit élargit les idées du réalisme juridique de sorte à formuler une critique sévère de la loi dans la société. Elle soutient que, puisque les lois reflètent les valeurs individuelles, elles peuvent contenir les penchants des groupes sociaux qui sont puissants. Les juristes critiques maintiennent que, bien que la loi semble assurer la justice pour tous, en pratique, c'est un outil plus facile à utiliser pour les gens qui sont déjà très puissants et influents. Cela signifie que, en réalité, la loi peut maintenir les iniquités sociales en plaçant les intérêts des groupes les plus puissants avant les intérêts des groupes marginalisés. La théorie critique du droit s'est concentrée sur les penchants et la discrimination dans la loi en ce qui concerne le sexe, la race, l'ethnicité, la religion, la classe économique, la sexualité et les déficiences.



DROIT NATUREL



POSITIVISME JURIDIQUE



RÉALISME JURIDIQUE



THÉORIE CRITIQUE DU DROIT

PHILOSOPHIE DU DROIT : ÉCOLES DE PENSÉE

Ce sont les législateurs qui déterminent ce qui est loi.

Les lois varient; elles ne sont pas universelles. Elles dépendent de l'interprétation que lui donnent les personnes qui les créent ou les appliquent.

On peut comprendre la loi en observant les actions réelles des législateurs individuels plutôt qu'en examinant leurs idées sur le gouvernement.

Il y a des règles fondamentales en ce qui concerne l'équité et la justice, et ces règles sont toujours moralement correctes (par exemple, un meurtre est toujours mal).

Il existe des lois naturelles. Les humains savent reconnaître ces lois supérieures grâce à la raison et au jugement.

Puisque les lois reflètent les valeurs individuelles, elles peuvent contenir les penchants des groupes sociaux qui sont puissants.

Ce qui est vrai, moral et équitable dépend du point de vue de l'individu.

Les lois sont établies pour maintenir l'ordre social. Elles peuvent différer d'un pays à l'autre (elles ne sont pas universelles).

Bien que la loi semble assurer la justice pour tous, en pratique, il s'agit d'un outil utilisé par les gens puissants et influents.

Si une loi va à l'encontre des principes fondamentaux, il s'agit d'une loi injuste.

La loi doit être respectée, parce que c'est la loi.

Les lois sont établies par des institutions officielles et sont systématiquement rédigées et appliquées par les gouvernements.

Les humains ont le devoir moral de suivre les lois naturelles, même si les lois écrites de la société disent le contraire.

La loi peut maintenir les iniquités sociales en mettant de l'avant les intérêts des groupes plus puissants.

La loi engendre de la discrimination envers certains groupes (comme la discrimination fondée sur le sexe, la race, l'ethnicité, la religion, etc.).

Il est juste et équitable que l'État impose des conséquences si les lois sont brisées.

La façon dont un juge interprète une loi est influencée par son point de vue. Par exemple, chaque décision judiciaire est sujette aux penchants individuels.

Une loi n'a pas besoin d'être morale pour être une loi.

C'est le gouvernement qui donne de l'autorité à la loi et non les principes fondamentaux universels.

Sous-catégorie du positivisme juridique.

QUESTIONS DE DISCUSSION POUR LES GROUPE D'EXPERTS

Droit naturel

Il peut sembler « naturel » que les parents prennent soin de leurs enfants et leur enseignent les compétences dont ils auront besoin dans la vie, jusqu'à ce qu'ils soient capables de se débrouiller seuls.

- a) Compte tenu de cet énoncé, que penserait le droit naturel de la scolarité obligatoire? Tentez de formuler deux réponses opposées qui utilisent toutes les deux le droit naturel en tant que justification.

QUESTIONS DE DISCUSSION POUR LES GROUPE D'EXPERTS

Positivisme juridique

Selon la perspective du positivisme juridique, il n'est pas important de déterminer si la scolarité obligatoire est morale ou naturelle – c'est la loi, tout simplement.

a) Selon vous, comment un positiviste juridique justifierait-il la scolarité obligatoire?

b) À quel point le système judiciaire du Canada est-il moral? Comment se compare-t-il aux systèmes judiciaires des autres pays?

c) À quel point les règlements d'école sont-ils similaires aux lois?

QUESTIONS DE DISCUSSION POUR LES GROUPES D'EXPERTS

Réalisme juridique

En 2011, le Toronto District School Board a modifié sa politique de sorte à permettre l'utilisation des téléphones cellulaires dans la salle de classe. Le règlement qui les bannissait avait été adopté quatre ans auparavant. Maintenant, les téléphones cellulaires sont permis, mais leur utilisation est à la discrétion des écoles et des enseignants individuels.

- a) Croyez-vous que le degré d'utilisation des téléphones cellulaires a changé drastiquement de 2007 à aujourd'hui? Le changement dans la politique reflète-t-il un changement dans la communauté?
- b) Devrait-on obliger tous les enseignants à permettre l'utilisation des téléphones cellulaires en classe? Expliquez votre réponse.

- c) Imaginez que vous êtes un décideur ou un législateur : quels sont certains avantages et désavantages de permettre l'utilisation des téléphones cellulaires en salle de classe? Quels règlements devrait-on établir pour contrôler la façon dont ils sont utilisés en salle de classe?

QUESTIONS DE DISCUSSION POUR LES GROUPES D'EXPERTS

Théorie critique du droit

L'Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1867 décrivait de nombreux principes juridiques pour la gouvernance du Canada. Dans l'Acte, on utilisait le mot « personnes » pour se rapporter à plus d'une personne. Cependant, selon le Canada et la Bretagne, les femmes n'étaient pas incluses dans le terme « personnes ». Puisqu'elles n'avaient pas le statut légal de « personnes », les femmes ne pouvaient pas se présenter aux élections ni occuper un poste au Sénat. Ce n'est qu'en 1929, grâce aux efforts de défense des intérêts et au suffrage des femmes, que les femmes sont devenues des personnes au sens de la loi et ont donc pu devenir membres du Sénat du Canada.

- a) Sur quelle école de pensée cette loi repose-t-elle?
Quels groupes étaient privilégiés par la loi?
Quels groupes étaient marginalisés par la loi?

- b) Comment l'idéologie historique entourant le traitement et le statut des femmes a-t-elle influencé la création et l'interprétation de cette loi?

- c) De quelle façon l'absence de voix (et de perspectives) féminines dans les rangs supérieurs du gouvernement et dans les processus décisionnels a-t-elle entraîné une plus grande marginalisation des femmes?

PHILOSOPHIE DU DROIT : ÉCOLES DE PENSÉE

En suivant l'exemple suivant, inscrivez dans le tableau les idées clés de chaque école de pensée philosophique.

Les courants de la philosophie du droit			
Droit naturel	Positivisme juridique	Réalisme juridique	Théorie critique du droit
Il existe des principes fondamentaux qui sont toujours moralement corrects (par exemple, un meurtre est toujours mal).	La loi doit être respectée puisque c'est la loi, tout simplement.	Ce qui est vrai, moral et équitable dépend du point de vue de chacun.	Les lois reflètent les penchants des groupes sociaux les plus puissants.

RÉSUMÉ DE DÉCISION - LE GARÇON DE CABINE AU MENU : *R c DUDLEY ET STEPHENS, 1884*

Les faits de l'affaire

Mai 1884. Quatre hommes partent de l'Angleterre dans un yacht de taille moyenne nommé *La Mignonette* et mettent le cap vers l'Australie. Il s'agit de Tom Dudley, 31 ans, d'Edwin Stephens, 37 ans, d'Edmund Brooks, 49 ans et de Richard Parker, un orphelin et garçon de cabine de 17 ans. Le 5 juillet, *La Mignonette* est frappée par une grosse vague et chavire. Les quatre hommes réussissent à s'échapper dans un petit bateau de sauvetage. Ils n'ont que deux petites cannes de navets et pas d'eau potable.

Ils passent près d'un mois dans le bateau de sauvetage. Les navets ne durent pas longtemps. Ils réussissent à recueillir un peu d'eau fraîche à l'aide de leurs manteaux cirés. Leur désespoir est à la hauteur de leur faim. Richard Parker a tellement soif qu'il boit de l'eau de mer. Il tombe rapidement très malade et sombre dans l'inconscience.

Selon une coutume bien connue des marins, les survivants pouvaient, en cas de naufrage, tirer au sort pour décider lequel d'entre eux serait tué puis mangé. Le 18^e jour, Dudley, Stephens et Brooks commencent à parler de sacrifier l'un

d'entre eux pour sauver les autres. Au début, ils parlent de tirer au sort pour décider qui serait sacrifié. Cependant, Dudley et Stephens décident plus tard qu'on devrait sacrifier Parker, puisqu'il est le plus près de la mort et c'est le seul qui n'a ni femme ni enfants. Parker est sans connaissance et ne peut donc pas participer à la conversation.

Le jour suivant, Dudley tue Parker en le poignardant dans la gorge pendant que Stephens tient ses jambes. Brooks ne participe pas à l'assassinat, mais ils boivent tous les trois son sang et mangent sa chair. Quatre jours après l'assassinat de Parker, ils sont secourus par un vaisseau allemand, le *Montezuma*, et sont renvoyés en Angleterre au début septembre.

Le procès

Sans le sang de Parker, ils seraient probablement tous morts de déshydratation. Les hommes croyaient que leurs actions étaient justifiées en vertu des coutumes de la mer et n'ont jamais tenté de cacher ce qu'ils avaient fait. Il aurait été facile de prétendre que Parker est mort de cause naturelle avant d'être mangé. Leur arrestation était une formalité et même les agents qui ont procédé à l'arrestation savaient qu'ils seraient libérés puisque les hommes avaient suivi une coutume établie et agi de la sorte uniquement pour sauver leurs propres vies.

Au fur et à mesure que l'histoire s'est répandue en Angleterre, il était clair que l'opinion publique se rangeait du côté des trois marins survivants. L'affaire a attiré l'attention de Sir William Vernon Harcourt, Secrétaire (chef) du Home Office, l'organisme responsable du maintien de l'ordre en Angleterre. Harcourt était personnellement d'avis que les actions des marins étaient répréhensibles et il en a surpris plusieurs lorsqu'il a décidé de les traduire en justice.

Les accusations portées contre Brooks ont été abandonnées. Cependant, le procès de Dudley et de Stephens, accusés de meurtre, a débuté le 3 septembre 1884. Dans leur défense, ils ont tenté d'invoquer des motifs de nécessité, à savoir qu'ils avaient le droit, aux yeux de la loi, de préserver leurs propres vies, même si cela signifiait de tuer Parker. Cependant, l'enjeu était plus grand que l'avenir des deux hommes : l'issue de ce procès allait établir un précédent qui influencerait les cas futurs. Ce cas allait déterminer si l'on pouvait accepter une défense fondée sur des motifs de nécessité pour justifier un meurtre dans des situations similaires.

Dans la stratégie de la défense, l'avocat de Dudley et de Stephens a invoqué la coutume de longue date voulant que la vie d'une personne soit sacrifiée pour sauver les autres, et il a suggéré que, puisque c'était une pratique historiquement acceptée, le droit devrait également l'accepter. Pour appuyer son

argument, la défense a présenté des exemples de cas où certaines personnes avaient été sacrifiées pour sauver les autres dans le cas d'une catastrophe, et où les accusés n'avaient pas été reconnus coupables. Cependant, dans ces cas, les personnes qui avaient été tuées avaient été consultées et avaient consenti à se sacrifier.

L'issue du procès

L'affaire a été soumise à une commission de juges, lesquels ont déclaré Dudley et Stephens coupables de meurtre. Ils ont raisonné que la nécessité ne pouvait pas être invoquée comme défense dans les cas de meurtre à moins que la victime présente une menace urgente pour l'accusé. Puisque Parker n'a jamais consenti à être sacrifié, et n'a jamais représenté un danger immédiat pour les autres, la défense de Dudley et de Stephens a été rejetée et ils ont été condamnés à la mort par pendaison. Cependant, cette sentence a plus tard été commuée à six mois d'emprisonnement.